

**Département de l'Essonne**

**Ville de Grigny**

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal  
et des Décisions du Maire**

**Séance du Jeudi 19 mai 2016.**

L'An Deux Mille Seize, le jeudi 19 mai à 19H00, le Conseil Municipal de la Commune de Grigny, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Philippe RIO, Maire.

Étaient Présents :

19

P. RIO – D. ATIG – F. OGBI - Y. LE BRIAND – S. LAATIRISS – E. ETE – C. TAWAB  
KEBAY – P. TROADEC – A. ZERKAL - S. BELLAHMER – P. LOUISON – C. VAZQUEZ  
– M. GAMIETTE – Y. BOUKANTAR – M. AUBRY - C. MABANZA - T. DIAWARA– C.  
M' PIANA – S. GAUBIER

Absents excusés représentés :

10

F. NDOMBELE représenté par C. MABANZA - A. QAROUACH représenté par Y.  
BOUKANTAR - M. SOILIHÉ représenté par C. VAZQUEZ - M. RAMI représentée par Y.  
LE BRIAND - G. BAGAVANNE représenté par M. AUBRY – Y. ITOUA représentée par F.  
OGBI - I. GRENOUILLAT représentée par P. RIO - C. RENKLICAY représentée par E. ETE  
- L. HERGAUX représentée par D. ATIG - D. DIARRA représentée par S. GAUBIER

Absents :

6

J. BORTOLI –S. GIBERT –S. BENDIAB – G. BINOIS - K. OUKBI - A. LAMOTHE

**Délibération n° DEL-2016-0043 : Servitude de passage au profit de la copropriété de la résidence  
des Aiglons**

**Le Conseil Municipal,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2241-1,

**Vu** le Code Civil et notamment son article 682,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 26 mai 2015 relative à la rétrocession de divers espaces de la résidence I3F – Résidence des Aiglons,

**Vu** les actes en date du 8 juillet 2015 conclus entre la Ville et la Société IMMOBILIERE 3F (I3F),

**Considérant** que par délibération du conseil municipal en date du 26 mai 2015, la Ville a approuvé les diverses rétrocessions qui devaient avoir lieu sur l'ensemble du secteur des Aiglons,

**Considérant** que conformément à la délibération, ces rétrocessions ont été effectuées par deux actes en date du 8 juillet 2015,



**Considérant** qu'il restait à régulariser une servitude de passage piétons et véhicules, au profit de la copropriété susvisée sise sur la parcelle cadastrée section AI n° 168, tel que cela avait été prévu aux termes des actes susvisés,

**Considérant** que par l'acte de rétrocession du 8 juillet 2015, la Ville est devenue propriétaire, de la parcelle AI n° 170 pour 667 m<sup>2</sup>, comprenant, entre autre, l'accès automobile et piéton desservant la maison de quartier des Aiglons,

**Considérant** que celui-ci dessert également l'entrée de certains bâtiments de la résidence des Aiglons,

**Considérant** qu'il est nécessaire de créer une servitude de passage au profit de la copropriété,

**Considérant** que la servitude de passage piétons et véhicules sise sur la parcelle cadastrée section AI n° 170, tel que figurant sur le plan annexé, a pour objet la desserte d'une partie de la copropriété de la résidence des Aiglons, et notamment de l'accès au bâtiment G, situé au 20 et 21 résidence des Aiglons,

**Délibère, et,**

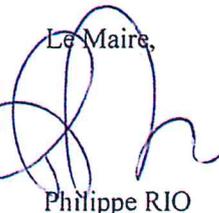
**Consent** la servitude de passage sur la parcelle AI n° 170 au profit de la copropriété de la résidence des Aiglons susvisée,

**Décide** de conclure à cet effet un acte notarié de servitude de passage.

**Autorise** Monsieur le Maire :

- A définir les charges et conditions de ladite servitude susvisée,
- A signer tous les actes et documents à intervenir et nécessaires à la bonne exécution des conventions arrêtées aux termes des actes susvisés, et faire toutes déclarations qui y seraient relatives,
- A donner tous pouvoirs au Notaire qui recevra l'acte à l'effet de signer tous actes rectificatifs ou complémentaires à l'effet d'apporter les corrections matérielles en vue de la publicité foncière,
- Et négocier ou stipuler toutes autres charges ou conditions qu'il jugerait nécessaires ou convenables, prendre toutes décisions, signer tous actes et généralement faire ce qui sera nécessaire.

Ainsi délibère les jour, mois et an susdits,

 Le Maire,  
  
Philippe RIO

Vote : à l'unanimité

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte publié le :*

*Transmis en Préfecture le :* **25 MAI 2016**